



REVUE DE PRESSE

Mardi 18 juin 2019



Où trouve-t-on le plus de microplastiques?

Nombre moyen de microparticules de plastique trouvées par gramme/litre/m³

Eau en bouteille

94,37

Bière

32,27

Air

9,80 par m³

Eau du robinet

4,24

Produits de la mer

1,48

Sucre

0,44

Sel

0,11

Miel

0,10



Sources : Statista - Etude réalisée par l'université de Newcastle (Australie) et publiée par WWF INFOGRAPHIE CL

5 grammes. Telle est l'estimation haute de la quantité de plastique ingérée par un individu chaque semaine soit l'équivalent d'une carte de crédit. Si le chiffre est spectaculaire, il est toutefois à affiner en fonction des habitudes de consommation de la personne étudiée. Parmi les substances contenant le plus de microplastiques ingérés par l'homme, l'eau embouteillée domine largement avec une moyenne de 94,37 particules par litre. Viennent ensuite la bière (32,27 grammes) et plus, plus inquiétant, l'air inhalé. Celui-ci contient en effet 9,80 particules de plastique par mètre cube. L'eau du robinet (4,24 grammes) arrive en 4^e position devant les produits de la mer (1,48 g), le sucre (0,44 g), le sel (0,11 g) et le miel (0,10 g).

■ A partir du 28 juin, les premiers fibrés de trois communes du Sud Charente pourront choisir leur opérateur et leur offre ■ L'ensemble du réseau sera déployé d'ici 2022 ■ L'attente est grande.



Jacques Chabot, président de Charente Numérique, et Pierre Debesson, le directeur, ont fait œuvre de pédagogie vendredi soir à Chantillac face aux habitants. Photo Majid Bouzzit

Comment faire pour être raccordé

Quelques clics sur le site internet de Charente Numérique suffisent à connaître la date à partir de laquelle vous pourrez être raccordé. Ensuite, il faut choisir un opérateur. Service, débit, bouquet de chaînes télé, à vous d'identifier l'offre qui vous convient le mieux et de faire jouer la concurrence. Il est ensuite conseillé de tester votre éligibilité sur le site internet du fournisseur choisi. En effet, tous ne seront pas forcément présents dès le début. Si vous voulez un opérateur précis, peut-être que ça vaut le coup de patienter quelques semaines. La validation de votre abonnement déclenche le raccordement, réalisé par un technicien envoyé par l'opérateur dans un délai maximal d'un mois. Le coût du raccordement est intégralement pris en charge par Charente Numérique. À noter que les prises des habitations éligibles à internet mais non habitées au moment de la construction du réseau sont dites raccordable «sur demande». C'est-à-dire que Charente Numérique devra terminer le réseau pour amener la fibre jusqu'au bout (sur demande et sans surcoût). Le raccordement sera alors fait dans un délai de six mois à compter de la commande.

Fibre: le sud-Charente en pionnier

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentefibre.fr

Ce n'est plus qu'une question de semaines. En juillet, les habitants de Chantillac, Bors-de-Baignes et du sud de Touvérac seront baignés de très haut débit. Les premiers à disposer de la fibre grâce au réseau construit par Charente Numérique, chargé de déployer 109 000 prises dans le département (1), en substitution du réseau cuivre d'Orange. C'est l'aboutissement de la promesse majeure de la nouvelle majorité départementale, promise en 2015, lancée en 2017, pour un investissement de 162 millions au total, dont environ 70 à la charge

du Département. L'ouverture commerciale pour ces 302 premières prises est prévue le 28 juin. C'est la date à partir de laquelle les habitants pourront choisir leur opérateur. Ce jour-là, les opérateurs tiendront justement un forum (16h-20h, salle des fêtes de Chantillac) pour présenter leurs offres. «Le grand public aura le choix entre neuf opérateurs dont les quatre les plus connus, Orange, Free, Bouygues et SFR, sachant que Bouygues et SFR ne seront disponibles qu'en fin d'année. Les entreprises auront le choix entre une vingtaine d'opérateurs», détaille Pierre Debesson, directeur de Charente Numérique.

À voir l'affluence à la réunion d'in-

formation organisée vendredi à Chantillac avec tous les acteurs, c'est peu dire que ce débit fulgurant est attendu comme le messie. «Il y a quinze ans, il y a eu une grosse panne sur le réseau de Baignes. Un ingénieur de Poitiers nous avait dit «déménagez, dans vingt ans, ce sera pareil». Tout arrive à point à qui sait attendre!», s'amuse un couple, ravi de la nouvelle. Ici, les habitants doivent se contenter du débit ADSL parmi les plus faibles du département, entre 0 et 3 Mbit/s. «Avec la fibre, ça ira mille fois plus vite», promet Charente Numérique, qui a choisi de servir en premier les plus mal lotis. Sur les 302 prises, 194 sont actuellement inéligibles à inter-

net, si bien que certains habitants passent encore par le satellite.

«La construction de ce réseau était un engagement politique, nous irons jusqu'au bout», sourit Jacques Chabot, président de Charente Numérique. Qui voit sûrement un pied de nez aux détracteurs de ce projet à 162 millions d'euros, qui a alimenté bien des débats (et des piques) en session du conseil départemental. Dans la salle vendredi soir, les questions ont fusé: le réseau résistera-t-il si des arbres tombent? «Tous les poteaux ont été testés et un sur cinq a été remplacé.» Quand faudra-t-il résilier l'abonnement existant? «Seulement une fois que vous aurez choisi et com-

mandé votre abonnement à la fibre.» Comment faire quand on est locataire? «Le propriétaire ne peut pas s'opposer au raccordement à la fibre.» Et puis il y a des habitants qui font un usage très modéré d'internet et se demandent bien à quoi la fibre pourra leur servir. Un meilleur service pour sans doute moins cher, promet Jacques Chabot. L'ouverture commerciale sur les autres secteurs va se poursuivre jusqu'à la fin 2021 ou début 2022 selon un calendrier disponible sur internet (2).

(1) Ce réseau ne concerne pas la Charente limousine, Cognac et Grand'Angouême version 2010.

(2) www.charente-numerique.fr/quand-aura-je-la-fibre/

Elisabeth Baron, Chantillac

«Ca rame dès qu'on l'allume

Il n'était pas question qu'Elisabeth Baron rate la réunion d'information sur l'arrivée de la fibre. Pas question non plus qu'elle rate le forum des opérateurs le 28 juin, même si elle pense qu'elle restera engagée auprès d'Orange. «Internet, ça rame et ça plante dès qu'on l'allume, même pour des choses simples comme faire des recherches. On ne peut pas télécharger de vidéo, sinon, ça met un temps infini. On ne peut même pas regarder de vidéos en streaming. Avoir une bonne connexion c'est indispensable, tout passe par internet: pour avoir les relevés de banque par exemple et même pour les licences de foot. Mon mari en fait, il est obligé de faire les démarches en ligne. C'est sûr qu'on prendra la fibre dès la fin du mois, surtout que les tarifs seront sans doute plus compétitifs que ce que l'on a. Pour le moment, on est même obligé de



garder une ligne France Télécom, sinon lorsqu'internet est planté, on ne peut plus téléphoner. Entre France Télécom et Orange, on paie 70€ chaque mois. On devrait être gagnants.» Elisabeth pourra aussi profiter d'une des offres groupées qui comprennent les abonnements portables, l'autre souci pour cette habitante. «Le portable ne passe pas, je suis obligée de le mettre sur le rebord de la fenêtre pour capter du réseau.»

Françoise Bourgoïn, Chantillac

«J'économiserai au moins 50€

Elle attend tellement de l'arrivée de la fibre que lorsque Françoise Bourgoïn a vu les techniciens venir installer les prises près de chez elle, elle est allée leur offrir un café. Cette entrepreneuse, installée à son compte pour faire du conseil aux entreprises, a quitté Paris pour le cadre de vie bucolique de Chantillac parce qu'elle avait lu que la fibre arrivait. Un besoin plus urgent. «Je reçois des documents audio lourds qui mettent une, deux voire trois heures pour se télécharger et encore, parfois ça coupe au milieu, je suis obligée de relancer. Donc je lance les téléchargements à 23h parce que ça rame moins, et je reste plantée devant mon ordinateur jusqu'à 3 heures du matin.» Mais ce qui met en colère cette néo-Charentaise, c'est le prix que ça lui coûte. «Je suis en 512 Ko et je paie 100€ par mois



depuis quatre mois pour internet. Au début, mon forfait me coûtait 45€ puis c'est passé à 60€ et maintenant 100€ sous prétexte que je dépasse les gigas. Je sais qu'avec la fibre, je vais gagner en qualité et économiser au moins 50€. Qu'est ce que l'on est content d'avoir ça!» Si la commercialisation sur son secteur est prévue dès le 28 juin, elle devra cependant patienter un peu, car l'opérateur qu'elle vise, Bouygues, n'arrivera qu'en fin d'année.

Le gravelot en danger sur les plages charentaises

La LPO veut protéger cet échassier qui niche sur le sable, et la laisse de mer où il se nourrit. Les deux révèlent la qualité du milieu.

Vous avez peut-être déjà aperçu ces petits gravelots sur le rivage, moins souvent sans doute que les bécasseaux sanderling que l'on voit gambader de long en large sur la plage, se jouant des vagues qui lèchent le sable. Ceux-là ne sont pas menacés autant que le gravelot nommé «à collier interrompu» pour lequel la Ligue de Protection des Oiseaux sonne l'alerte ces jours-ci.

«Ces petits échassiers qui mesurent adultes 12 cm vivent l'hiver en Afrique puis viennent se reproduire sur nos côtes au printemps et jusqu'à fin juillet», indique Fabien Mercier, référent LPO pour la Charente-Maritime. Ces oiseaux limicoles ont la particularité de nicher à même le sable. Ils y font de petits creux et y déposent par groupe de trois des œufs beige tachetés pas plus gros que des bonbons, autant dire qu'on a vite fait de marcher dessus si on n'y prend garde.

”

La laisse de mer est indispensable à la biodiversité du littoral.

Ces gravelots ont pour autre particularité de tenir sur leurs jambes quelques heures seulement après être sortis de leur coquille. Les petits courent sur la plage mais ne peuvent s'envoler qu'au bout de trois semaines, laps de temps durant lequel ils sont les plus vulnérables. «Nous sommes très attentifs à cette espèce considérée comme un indicateur de la qualité biologique des plages. Depuis trois ans, nous faisons un suivi de population en repérant les couples qu'on trouve là



Les gravelots ont la particularité de nicher à même le sable.

Photo LPO

où il y a des plages sableuses, le long de la Côte Sauvage et dans les îles de Ré et d'Oléron», ajoute le spécialiste.

Changer le regard du public

Or cette population est de moins en moins nombreuse: une quarantaine de couples à peine de gravelots à collier interrompu nichent là chaque année et se nourrissent avec la laisse de mer. Le nom évoque ce qu'abandonne la marée en haut des plages, laisse d'algues et de bois morts, mues de crustacés et coquillages abritant tout un petit monde.

«Une plage propre, ce n'est pas une plage vivante. La laisse de mer est indispensable à la biodiversité du littoral. Elle attire de petits insectes et crustacés détritvores dont se nourrissent les gravelots et d'autres

espèces. Elle est à la base de toute une chaîne alimentaire et sa décomposition fournit aussi du compost pour les plantes dunaires».

Bref, avec sa bataille pour le gravelot à collier interrompu, la LPO espère faire changer le regard du public sur la laisse de mer. Les défenseurs des oiseaux rappellent que sur la plage, il faut tenir les chiens en laisse. Eux savent parfaitement dénicher les œufs et n'en faire qu'une bouchée. «Nous travaillons aussi avec les municipalités pour que soient balisés les endroits où des nids ont été repérés les années précédentes», ajoute Fabien Mercier. Le pire ennemi du gravelot et de la laisse de mer reste cependant le nettoyage mécanique des plages, ces engins qui enlèvent, certes, les déchets plastiques, mais aussi toute vie sur leur passage.

Agnès MARRONCLE

Enedis offre des tablettes aux jeunes majeurs de l'ASE



Laura et Bryan, suivis par l'Aide sociale à l'enfance, se sont vus remettre une tablette chacun, vendredi.

Photo Majid Bouzzit

Favoriser l'inclusion numérique des jeunes majeurs suivis par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). C'est le but du partenariat conclu entre le Département et Enedis, vendredi. Pour ce faire, le gestionnaire du réseau d'électricité français met à disposition une enveloppe de 5 000 € sur trois ans afin d'offrir aux jeunes majeurs charentais des tablettes numériques. «Cela leur permettra d'avoir accès à leurs droits, d'aller sur le site de la CAF ou sur des sites professionnels dans le cadre de leurs études», indique Brigitte Fouré, vice-présidente du Département en charge des solidarités, de l'enfance et de la famille. Elle rappelle que la Charente est «l'un des derniers départements à aider les jeunes après leurs 18 ans». Ils sont

120 à être toujours accompagnés par l'ASE, après leur majorité (pour un total de 1 200 mineurs et majeurs confondus).

Par cette initiative, Enedis souhaite aider les jeunes «à s'aguerrir aux démarches administratives dématérialisées», précise Dominique Roger-Chatreau, directrice territoriale Charente Enedis. Il s'agit aussi de «faire connaître les différents métiers d'Enedis.» Le Département donnera ces tablettes aux jeunes ayant un projet d'accès au logement ou à l'emploi. Cinq sont déjà concernés. À noter enfin que chaque année, la Charente consacre 3 millions d'euros dans l'accompagnement des jeunes majeurs accueillis pendant leur minorité à l'Aide sociale à l'enfance.

Le pineau mise sur le rosé

La traversée du désert se poursuit, du côté de l'autre alcool charentais, dont le Syndicat des producteurs a tenu son assemblée générale annuelle hier aux Abattoirs de Cognac.

En 2018-2019, la faute aux grêlons d'avril, la production de pineau des Charentes devrait encore chuter par rapport à l'année précédente, déjà marquée par une grosse baisse (-25 %) qui était alors imputable au gel. Avec 72.459 hectolitres attendus, le tassement est de 8,7 %.

Les ventes baissent aussi avec 75.774 hl sortis des stocks (moins 3,7 %), quand les années 2000 avaient connu des ventes variant de 95.000 à 115.000hl.

Enfin, l'an passé, la rentabilité du cognac a poussé vers ce dernier 21 % des surfaces affectées initialement au pineau blanc, dont les cépages sont compatibles avec les deux appellations. C'est davantage qu'en 2017 (12 %) et en 2016.

Pour faire face à cette situation morose, le président du syndicat, Philippe Guérin, a rappelé les deux orientations adoptées



La dernière révision du cahier des charges, publiée en avril, distingue clairement les vins de liqueur rouge et rosé, ces derniers ayant une meilleure image. Archives CL

en 2015. D'abord la valorisation des vieux produits, traduites dans le cahier des charges en avril. Désormais, le «vieux pineau» doit avoir 7 ans au lieu de 5, tandis que le «très vieux» aura l'appellation après 12 ans au lieu de 10.

L'autre voie vers une reprise est l'adaptation aux goûts des consommateurs. Dans cet esprit, le

cahier des charges a donné au pineau rosé des caractéristiques éloignées de celle du pineau rouge, qui étaient souvent confondus par les amateurs. «Le rosé est à la mode [concernant le vin] et ce qui marche, ce sont des produits assez clairs», a expliqué Philippe Guérin en présentant le résultat de travaux de dégustation menés au printemps.

■ CONSOMMATION

L'UFC Que-Choisir propose un achat groupé d'énergies

Le 1er juin dernier, le tarif réglementé de l'électricité a augmenté de près de 6 %. Pour permettre aux consommateurs charentais d'échapper à cette «flambée tarifaire», l'UFC Que-Choisir lance une nouvelle campagne «Énergie moins chère ensemble». Il s'agit de rassembler un grand nombre de consommateurs, puis d'organiser des enchères inversées auprès des fournisseurs d'énergies. À l'issue, l'opérateur le moins cher sera sélectionné. La campagne s'articule autour de trois lots: les lots gaz et électricité classiques, à prix fixes pendant deux années et sans limitation du nombre de souscripteurs, mais aussi un lot «électricité soutien aux petits producteurs d'énergies renouvela-

bles», avec des prix fixes pendant un an. Cette offre est limitée aux 40 000 premiers souscripteurs. Il est possible de s'inscrire jusqu'au 9 septembre (<http://www.choisirensemble.fr/energie/>). Pour couvrir les frais d'organisation, une participation de 10 € TTC sera demandée aux souscripteurs. «Pour ceux qui souscriront, il y a un avantage, s'ils ont un litige, ils auront une protection de l'UFC», indique Daniel Goursaud, de l'UFC Que Choisir Charente. Lui, a fait le calcul. Après la dernière campagne de 2017, sa facture d'électricité a baissé de 17 %, celle de gaz, de 27 %, hors taxes.

Plus d'informations auprès de l'UFC Que-Choisir Charente au 05 45 95 32 84.

Grève des profs: les épreuves pas perturbées

La grève de la surveillance lancée par une intersyndicale de professeurs hier n'a pas occasionné de problème dans le déroulé des examens. *«On avait anticipé, certains établissements avaient surconvoqué pour faire face»*, assure-t-on au rectorat. À Cognac, 25 enseignants se sont postés devant la grille de Jean-Monnet, sans perturber la tenue des examens. Menés par des représentants syndicaux SUD, mais formant un groupe «mixte», ils protestent contre le projet de réforme du lycée et *«toutes les réformes qui passent à marche forcée en ce moment»*, détaille Corinne Pacelier (SUD). À Angoulême, une trentaine de professeurs grévistes étaient réunis hier en assemblée générale. *«Le mouvement d'aujourd'hui, c'est bien pour lutter contre la réforme du lycée, une mobilisation pour la défense des élèves et de leurs intérêts»*, tiennent à dire Christelle Fontaine (Snes) et Philippe Dauriac (CGT Educ'Action). Selon les chiffres du rectorat, 9,57 % des enseignants du second degré ont fait grève hier. *«À Guez de Balzac, 20 professeurs sur 43 attendus pour surveiller les épreuves ont fait grève, signale Christelle Fontaine. Et à Charles-Coulomb, le mouvement est suivi à 65%. Les collègues se sont emparés de cette journée alors même que c'est un vrai cas de conscience pour nous tous.»* La CGT Educ'action a prévu de faire grève toute cette semaine. *«L'idée pour nous était de marquer le coup pour les débuts d'examen. Nous ferons grève de la surveillance le 27 juin, pour le début du brevet»*, prévoit quant à elle Christelle Fontaine.

En bref

«Entreprendre au féminin» cherche des candidates à récompenser

Entreprendre au féminin lance son appel à candidature pour les «flammas d'Or 2019». Le réseau professionnel des femmes charentaises et sa présidente Lamia Mazzour décerneront quatre trophées dans trois catégories. «La créatrice originale», créatrice d'un produit ou d'un service avec moins d'un an d'activité, «développement d'activité» qui récompensera les recrutements, l'internationalisation ou l'ouverture de nouvelles unités commerciales et la «slasheuse» pour celles qui ont plusieurs activités à responsabilité, professionnelles ou associatives. Un 4e trophée d'honneur intitulé «Femme Inspirante» sera attribué à l'une des candidates. Pour candidater il faut être une femme implantée en Charente avec n'importe quel statut d'entrepreneur. Les dossiers devront être remis avant le 31 août 2019.

La déco

Les GJ ont-ils donné la jaunisse au papillon de La Trâche?



Jusqu'à présent, le papillon du rond-point de La Trâche était resté intact.

Photo CL

Bêtise. Les faits se sont vraisemblablement produits dans la nuit de vendredi à samedi. Au rond-point de La Trâche, à Châteaubernard, QG historique des gilets jaunes cognaçais, la statue du papillon a été repeinte en jaune dans le week-end. «*Je ne comprends pas cette relation entre les revendications et les dégradations*», déplore Pierre-Yves Briand, le maire de la commune, qui n'hésite pas à faire le lien entre le mouvement de contestation et ces actes de détérioration. «*On a affaire à la bêtise humaine dans sa plus grande expression*», ajoute-t-il. La commune doit porter plainte. Au début du mois, la permanence de la députée Sandra Marsaud, à Jarnac, et la mairie de Bourg-Charente avaient déjà fait l'objet d'actes similaires. Pour rappel: le papillon, création des services techniques de Châteaubernard, s'est posé sur le rond-point le 15 juin 2015. Il symbolise la récompense obtenue par la Ville pour avoir diminué son usage de pesticides dans le cadre de la charte «Terre saine, villes et villages sans pesticides».

La stat

Un air charentais de bonne qualité pour 2018

300. Le nombre de jours en 2018 à Angoulême durant lesquels l'indice de la qualité de l'air a été jugé très bon à bon. C'est 315 jours à Cognac. Atmo Nouvelle-Aquitaine, organisme en charge de la surveillance de la pollution atmosphérique, qualifie l'année 2018 comme l'une des



meilleures pour la qualité de l'air depuis 2012. Avec tout de même quelques points noirs, notamment au niveau des particules en suspension (PM10) et particules fines, liées au trafic routier, à l'industrie et au chauffage des logements qui ont parfois dépassés les seuils recommandés, sans toutefois atteindre les seuils d'alerte. Sur les dix dernières années, seule la pollution à l'ozone est en hausse de 4% sur le département, au diapason de la Nouvelle-Aquitaine.

■ Le Cognçais d'adoption publie ses mémoires ■ Des scouts à l'économie sociale et solidaire en passant par la politique ■ Il pose son regard sur l'évolution de Cognac.

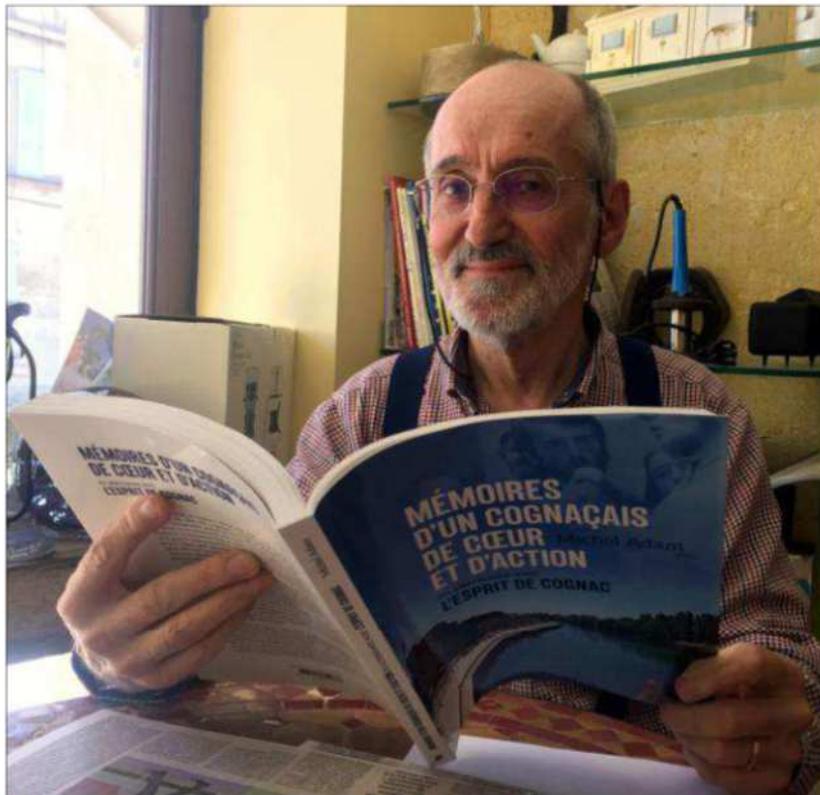
Michel Adam: 60 ans d'archives et de souvenirs

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

De son arrivée à Cognac en 1958 à sa défaite aux municipales en 1983, en passant par la création du Texte Libre ou du Ciné-club... A presque 75 ans, Michel Adam remonte dans ses souvenirs et publie ses mémoires. Celles d'un «rapporté», comme le dit lui-même l'enfant des coronas du Nord qui n'a pas oublié «le choc culturel» vécu du haut de ses 14 ans. «Les mots m'ont sauté à la figure. Les gens disaient "putain" à tout bout de champ, ou "fi d'loup", "fi d'garce"», écrit Michel Adam, aussi surpris par «la méfiance et la médisance, à mille lieux de la chaleur et de la cordialité du coron».

Cognac finit toujours par faire comme tout le monde, mais avec du retard.

Ça ne l'a pas empêché de s'adapter et de lier de nombreuses amitiés. Son livre, disponible depuis hier, devrait ainsi parler de nombreux Cognçais. De ceux qui sont passés par Saint-Jo et le lycée Jean-Monnet, de ceux qui ont fait les scouts ou ont connu les Ardents. À travers ces quelque 300 pages, résultat de 60 années d'archivage et une année d'écriture, l'auteur prouve qu'il n'a jamais eu les deux pieds dans le même sabot. «J'ai toujours eu besoin de m'engager», confie Michel Adam, qui dédicait ses ouvrages, hier, à ses souscripteurs - 173 au total - sur une petite table du Grain de Café. La couver-



À travers son livre, Michel Adam retrace l'histoire de Cognac sur ces 60 dernières années. Forcément de manière subjective. PHOTO J. P.

ture l'enchanter. On y voit les tours Saint-Jacques qu'il a toujours voulu relier à la place du Solençon via une passerelle (c'était dans son programme en 1983). Et puis, un portrait: «Moi, barbu et gauchiste alors qu'on venait de rentrer dans la cour du ministère de l'Équipement, se souvient-il. C'était ma période syndicaliste cégétiste pur.» Au gré des quatre parties, qui donnent l'occasion à l'auteur

de décrire une ville qui se réveille, «l'effet retard» est souvent évoqué. «Cognac finit toujours par faire comme tout le monde, mais avec du retard», juge Michel Adam, citant pêle-mêle les jumelages, l'arrivée de la gauche à la mairie, les premiers graffs, l'obtention du label Ville d'art et d'histoire ou encore l'X'eau construit bien après Nautilus et les Antilles de Jonzac.

«Je suis fier d'avoir été au milieu de tout ça», dit-il en évoquant toutes ses aventures cognacaises. Celles dont il était à l'origine et celles autour desquelles il a gravité, comme l'Aserc et l'Adresse.

«Il faut perdre pour gagner»

Elles ne se sont pas toujours bien terminées: après les turbulences avec le Texte Libre, au début des années 90, ça l'a même obligé à quitter Cognac... avant d'y revenir. «La leçon de Cognac, c'est peut-être qu'il faut en partir, qu'il faut perdre pour gagner», glisse-t-il avec le recul. Et s'il espère y faire «encore des tas de choses», c'était le moment, pour lui, de poser à plat. «Est-ce que je me suis censuré? Oui, sur les amours des uns et des autres, sourit-il. Je me suis surtout modéré... dans l'idée de la réconciliation.»

À noter que ses mémoires sont entrecoupées de son analyse sur l'esprit de Cognac, le rapport entre la ville et le spiritueux qui a fait sa renommée mondiale. «La conjonction du tout-petit et du tout grand», observe-t-il.

«Mémoires d'un Cognçais de cœur et d'action», en alternance avec «L'esprit de Cognac», aux éditions La Geste. Prix: 25 euros.

«Un prénom Michel sera donc gravé dans la liste des édiles»

Son arrivée et ses années lycée. «Tremblement de terre discret, comme toujours à Cognac, au lycée cette année 1960, Georges Thomas, le plus vieux des fils du principal distillateur de la maison Martell, s'est fait souffler, pour la première fois depuis dix ans, le prix d'excellence de la classe de mathématiques élémentaires par un jeune "rapporté" de quinze ans et demi, le fils du docteur Adam, installé à Cognac» (p. 19)

Son portrait des Charentais. «On a souvent les défauts de ses qualités et réciproquement. Subtiles

dialogiques! Est-ce un Charentais qui a concocté ce rébus? Toujours est-il que moquerie, méfiance, mesquinerie versus perspicacité, prudence, progressivité brossent un portrait non dénué de vérité» (p. 42)

Sur son adversaire Francis Hardy. «Les militants UDR de Francis Hardy diront plus tard que je veux "mettre des soviets" partout à Cognac» (p. 75). Moins aussi: «Je dois reconnaître avec le recul qu'il saura réveiller un peu la ville, dans des domaines précis, l'action culturelle et sociale, puis l'urbanisme, en

s'appuyant sur de jeunes et dynamiques animateurs, opposants discrets, René Marion et Jean-Louis Plantevigne et en reprenant nos bonnes idées de l'élection municipale de 1983.» (p. 105)

Sur l'élection de Michel Gourinchas en 2008. «Un prénom Michel sera donc gravé dans la liste des édiles municipaux affichés dans le grand escalier de la mairie de Cognac. Demi-réussite? Trop tôt pour le dire mais un tournant s'amorce à Cognac, la ville était à droite ou au centre depuis 1953. Encore l'effet retard!» (p. 229)

En vue
Thomas Dutronc, c'est complet



La soirée sur l'île Madame avec Thomas Dutronc, le 4 juillet, fait le plein.

Repro CL

C'est la première date à afficher complet. La soirée d'ouverture du festival Blues Passions sur l'île Madame, à Jarnac, fait le plein. L'affiche est séduisante: Thomas Dutronc & Les Esprits Manouches, mais aussi Automatic City et Crossborder blues. Les passeports cinq jours ont également tous été écoulés. Mais il reste encore des places pour toutes les autres soirées. Louis Bertignac, Tower of power et Rickie Lee Jones, vendredi 5 juillet; Supertramp's Roger Hodgson, Garbage, Fantastic Negrito et Kaz Hawkins, samedi 6 juillet; Bernard Lavilliers et Véronique Sanson dimanche 7; et Toto lundi 8 (1). Une dernière soirée qui se clôturera par une boum électro à la Fondation Martell avec Eugène de Rastignac et The Toxic Avenger & Greg Kozo.

Les places pour les soirées des 5, 6 et 7 juillet sont affichées à 51,28 euros sur le site internet de Blues Passions; 56,41 euros pour celle du 8 juillet. Pour les enfants de moins de 12 ans: 10,99 euros.

ASSOCIATION

Repas au profit de l'église Saint-Antoine. L'association des Amis de Saint-Antoine organise son repas d'été dimanche 23 juin à 12h30 à la salle du Temps Libre, située dans le quartier de la Chaudronne à Cognac. Le déjeuner sera précédé par une messe à l'église Saint-Antoine à partir de 10 heures et d'un apéritif gratuit dans le jardin. Tarifs: 20 €, 10 € pour les enfants de moins de 10 ans. Repas sur réservation au 05 45 32 28 56.

ADDITION

Réunion de «Vie libre» mercredi à Cognac. Le mouvement d'aide aux personnes en difficulté avec l'alcool tient une réunion demain mercredi à 20h30, à la maison de quartier de la place Jules-Ferry à Cognac, sur le thème «L'alcool au volant». L'entourage et les amis peuvent y assister. Contact au 05 45 83 25 96.

ADMINISTRATION

Fermeture de la sous-préfecture. L'ensemble des services de la sous-préfecture de Cognac sera exceptionnellement fermé jeudi 20 juin.

Le centre d'animation connaît une timide rémission

Le nombre d'adhésions remonte, ce qui n'était plus arrivé depuis 2014. La situation financière se détériore moins qu'avant mais reste fragile.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Fin janvier, c'était panique à bord du Centre d'animation, ce paquebot des loisirs cognacais mis à l'eau en 1972. La salariée détachée depuis des années par la Ville venait de retourner aux services municipaux à sa demande, tandis que la commune annonçait une baisse de 17 000 € de sa subvention traditionnelle. Hier soir, l'atmosphère était moins tendue lors de l'assemblée générale de l'association. Entre-temps, la Ville a maintenu son aide financière au niveau 2017 tandis que de son côté, le Centre a connu une embellie symbolique mais de bon augure.

Au centime près

«Pour la première fois depuis des années, nous avons gagné des adhérents», sourit le président Jean Sigoillot, qu'un déménagement à La Rochelle va pousser à quitter son mandat cette année après quatre ans de bénévolat. D'un peu moins de 900 adhérents en 2017, le centre est passé à pile 1 000 personnes l'an dernier, ce qui permet à son produit d'exploitation de progresser légèrement (+ 1 %). La baisse des adhésions avait débuté en 2015 et coïncidé avec l'arrivée de la concurrence



L'association née en 1972 propose 35 activités suivies par 1 000 adhérents. La dernière en date est la danse «lindy hop», qui se découvrira samedi à 16h30 avec une initiation suivie d'un bal à 18h15.

Photo archives CL

des salles de sport privées. En 2018, le résultat global est resté négatif (- 910 € pour un budget de 340 000 €) mais moins qu'en 2017 (- 13 000 €) et qu'en 2016 (- 9 000 €). Au prix de «gros efforts», poursuit le président. Comme la baisse du nombre de salariés. Ils étaient 22 l'an dernier, 18 en janvier et plus que 15 aujourd'hui, dont seulement 3,5 postes administratifs. Entre les salaires et les payes des prestataires occasionnels, les charges de personnel sont passées de 312 000 € à

299 000 € (- 4 %). Les achats de matériel ont également été réduits au minimum. «La situation reste critique, c'est évident, ne cache pas Jean Sigoillot. On compte au centime près, mais il y a aujourd'hui quelques lueurs d'espoir.» La rentrée de septembre sera marquée par une nouvelle hausse des tarifs (qui reste à définir) et par un travail en terme d'image. Le Centre compte notamment solliciter les candidats à l'élection municipale afin qu'ils s'engagent sur l'avenir de la structure.

L'Espace d'insertion a «tout pour avancer»



La présidente Jeanine Sixta a rappelé les activités de l'EIRC, né en 1966, et qui gère aujourd'hui huit établissements à Cognac et Châteaubernard.

Photo CL

L'Espace d'insertion en région de Cognac (EIRC) a tenu son assemblée générale vendredi dans ses locaux des Vauzelles. La présidente Jeanine Sixta a d'abord présenté les huit établissements de cette association accueillant des enfants et des adultes handicapés, basée depuis 1966 à Cognac et Châteaubernard.

Avec 100 professionnels (éducateurs, médecin, para-médicaux), l'EIRC accompagne 78 enfants et 84 adultes actifs, tandis que les résidences de la Treille et de la Faïencerie permettent d'héberger des adultes en autonomie. Le tout pour un budget de 6,85 M€.

Le directeur François Moreau a dressé le bilan des activités de l'année, en insistant sur l'insertion

(«18 enfants sont scolarisés à l'école primaire Paul-Bert, 34 adultes travaillent en entreprise»). Côté projets, l'association a développé les actions liées aux troubles du spectre autistique (TSA), pour lesquels l'EIRC constitue un «pôle de référence reconnu par l'ARS». Ou encore réhabilité la résidence de la Faïencerie, financée par le Département et réalisée grâce au partenariat avec l'hôpital, qui a hébergé les résidents le temps des travaux. L'atelier de maraîchage se développe sur une parcelle de 6 ha mise à disposition par une grande maison de Cognac, et la construction d'un hangar a démarré début 2019. «On a toutes les conditions pour avancer», a conclu le directeur.

A réserver

La trompettiste jazz en vogue joue aux Quais

Pour le dernier concert de sa saison de concerts gratuits «Les quais d'ici et d'ailleurs», Hennessy invite l'artiste Yazz Ahmed, trompettiste et bugliste britannique d'origine bahreïnienne, mercredi 26 juin à partir de 20 h.

Comme à chaque fois pour ces événements à la jauge limitée, il est vivement conseillé de prendre sa place dès l'ouverture des réservations, demain matin à 8h en l'occurrence (1).

Après un premier album en 2011, «Finding My Way Home», Yazz Ahmed vient de sortir «La saboteuse» (en français dans le texte). Treize compositions originales, dans tous les sens du terme, une exploration de ses racines bahreïnienne et anglaise mais qui ne s'arrête pas à une simple imitation. Accompagnée par la crème du jazz anglais, dont Lewis Wright au vibraphone, Shabaka Hutchings à la clarinette basse ou encore Naadia Sheriff au fender rhodes, la trompettiste expérimente avec les effets



Yazz Ahmed et son quartet de haut niveau jouent le 26 juin dans la maison de cognac. Photo D. R.

électroniques et les combinaisons sonores pour créer son univers musical. Mélodies orientales, rythmiques entêtantes, sonorités psychédélices, «La saboteuse» entraîne les spectateurs dans un univers musical riche et varié, et les fait voyager sur la planète jazz.

(1) Réservation à partir du mercredi 19 juin à 8h sur www.lesquais.fr. Gratuit.



Les professeurs des écoles et la médiathèque ont dressé le bilan de l'année écoulée.

Photo CL

Médiathèque et écoles voient en couleurs

Au titre de l'année scolaire 2018/2019, la médiathèque avait retenu pour thème «les couleurs». Les 18 classes des écoles publiques et privée de Cherves-Richemont et Saint-Sulpice se sont inscrites à ce thème. Outre les réceptions à la médiathèque pour les activités éducatives, des jeux, des histoires pour les plus jeunes, la médiathèque a organisé d'autres manifestations au cours de l'année. En fonction de la couleur, les «grands» des classes élémentaires ont abordé la sécurité avec le rouge (les pompiers, la sécurité routière, le code piéton, les accidents domestiques), le bleu avec une pièce théâtre sur l'utilisation responsable de l'eau. Et pour clore les cinq cycles de l'année, une exposition a été réalisée par

les élèves portant sur le bleu. Au cours du bilan qui s'est déroulé jeudi dernier, la majeure partie des classes a apprécié le thème sachant qu'il a été nécessaire d'adapter les animations en fonction des classes d'âges. Le temps consacré à l'intervention est considéré comme court pour les plus jeunes et peut-être trop long pour les élèves des classes de CM précise les professeurs. Chantal et Nolwenn qui organisent leur travail en conséquence précisent que les élèves ont été intéressés et peut-être plus attentifs lorsque le support est musical.

Pour l'année scolaire prochaine, toutes les classes semblent prêtes à s'investir sur un nouveau thème, avec cinq séances. Thème qui sera dévoilé à la rentrée de septembre.

■ **SAINT-SULPICE-
DE-COONAC**

Plantes et bien-être

Samedi après-midi à la salle des fêtes, Michel Mazif, habitant de la commune, connu pour ses peintures est également un amateur éclairé des plantes médicinales dont certaines étaient projetées sur écran et dont il a présenté les caractéristiques d'une centaine d'entre elles, de l'aloë vera à la vipérine, qui étaient exposées.

Passionné. Jeune enfant, Michel Mazif s'intéressait à ce que faisait sa grand-mère qui se soignait avec les plantes qu'elle cueillait. Curieux, Michel Mazif s'est documenté, s'est plongé dans les livres anciens et actuels, alors qu'il était en activité et ce durant une quarantaine d'années. Depuis qu'il est en retraite, cette passion s'est intensifiée. C'est ainsi qu'il a fait part au public, des bienfaits des plantes, en décrivant des recettes et leur utilisation.

Contact: Michel Mazif au 05 45 83 86 40.



Photo CL

616293

CHÂTEAUBERNARD

Charles HAMARD (†), son époux ;
Nadine et Bernard DENIS,
Charles et Frédérique HAMARD,
Nathalie HAMARD,
Christophe HAMARD (†),
ses enfants et leurs conjoints ;
Alexandre, Julien, Emmanuelle,
Audrey, Angéline et leurs conjoints,
ses petits-enfants ;
Maxence, Reyno, Paul, Lelio et Emma,
ses arrière-petits-enfants ;
le docteur et ami Jean PERRIN,
toute sa famille et ses amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

Marie-Thérèse HAMARD,
née GARDES,

survenu le 13 juin 2019,
à l'âge de 87 ans.

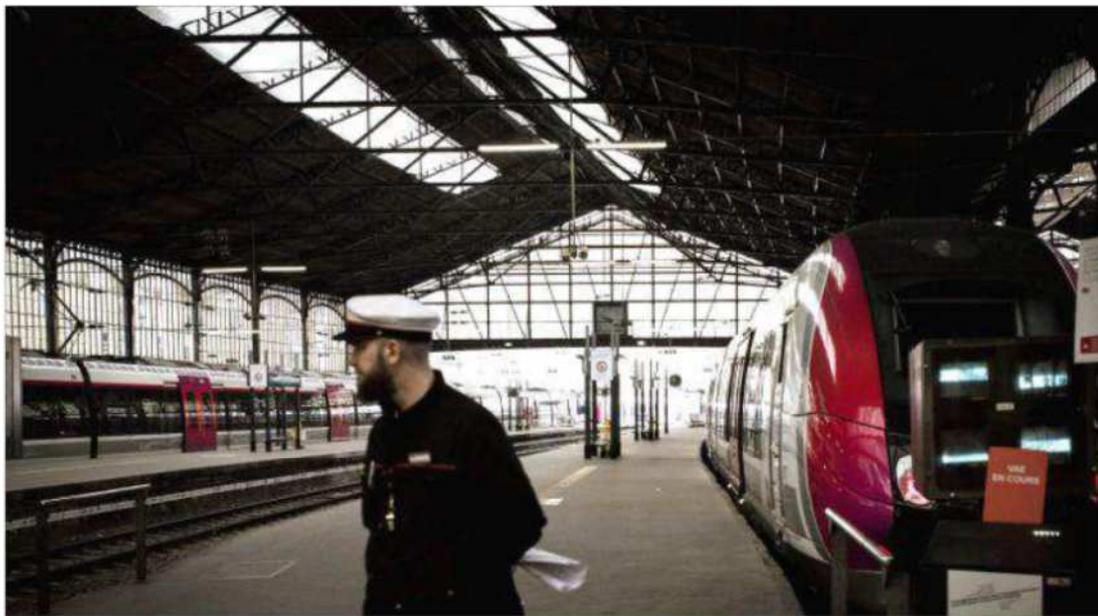
La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 21 juin 2019, à 10 heures,
en l'église Saint-Pierre à Royan,
suivie de la crémation à 12 heures,
au crématorium de Saintes.

M^{me} Marie-Thérèse HAMARD
repose à la chambre funéraire
des pompes funèbres Viers,
138, avenue de Rochefort, à Royan.
Fleurs naturelles uniquement.

PF Viers, Royan, Saint-Georges-de-Dolonne,
Le Guâ. Au service des familles depuis 1986,
tél. 05.46.39.24.64.

FlixTrain vise le rail français

■ Dans le cadre de l'ouverture des trains à la concurrence, l'Allemand FlixTrain prévoit d'ouvrir cinq grandes lignes en France ■ Dont un Paris-Austerlitz-Bordeaux ■ Début du service fin 2020.



FlixTrain se focalisera sur la planification du réseau et la vente des billets et entend travailler avec des sous-traitants qui posséderont et feront circuler les trains. Photo AFP

Cinq premiers projets de lignes de train ont été rendus publics hier dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des grandes lignes commerciales de transport de voyageurs, prévue pour fin 2020, tous venant de la compagnie allemande FlixTrain.

Ces projets concernent les trajets Paris-Nord-Bruxelles-Nord, Paris-Bercy-Lyon-Perrache, Paris-Bercy-Nice (en horaire de nuit), Paris-Bercy-Toulouse et Paris-Austerlitz-Bordeaux, selon des documents publiés hier par l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer). Ils totalisent 25 arrêts intermédiaires, et chaque liaison (étape entre deux arrêts) sera «potentiellement commercialisable», selon la compagnie. La réglementation européenne qui définit les conditions d'accès des opéra-

teurs privés au réseau ferroviaire accorde un délai d'un mois pour que les autorités organisatrices de transport - principalement les régions - puissent contester ces projets car ils viendraient «mettre en péril l'équilibre économique de services publics existants», notamment les

TER, rappelle le régulateur. FlixTrain, filiale du groupe FlixMobility dont fait également partie FlixBus, est finalement la seule compagnie à s'être portée candidate pour ces cinq lignes, alors que SNCF Réseaux avait indiqué en début d'année avoir «deux touches»

parmi les opérateurs ferroviaires. «L'étape qu'on franchit aujourd'hui, c'est un manifeste d'intérêt très fort pour certaines lignes, qu'on a identifiées comme étant à fort potentiel. On estime qu'il est possible de générer sur ces axes-là énormément de demande supplémentaire par rapport à ce qui existe», a expliqué Yvan Lefranc-Morin, directeur-général France de FlixBus (filiale du groupe FlixMobility dont fait également partie FlixTrain).

Comme en Allemagne, où la compagnie exerce depuis avril 2018, FlixTrain se focalisera sur la planification du réseau et la vente des billets et entend travailler avec des sous-traitants qui posséderont et feront circuler les trains, floqués en vert à l'effigie de la marque.

En France, FlixBus exploite des lignes d'autocars interurbains low-cost depuis quatre ans. «Nous al-

D'autres projets ferroviaires

Au-delà des lignes commerciales, les services ferroviaires conventionnés pourront faire l'objet d'appels d'offres dès le 3 décembre, si les autorités organisatrices le souhaitent (régions pour les TER et le Transilien, l'État pour les Intercités). Cette possibilité deviendra obligatoire, sauf exceptions, fin 2023.

Les lignes internationales sont, elles, ouvertes à la concurrence depuis 2009. La compagnie ferroviaire Thello, filiale française de l'entreprise publique italienne Trenitalia, exploite déjà un train de nuit et une liaison classique France-Italie et veut lancer des trains à grande vitesse également entre France et Italie à partir de juin 2020.

lons intégrer ces trains dans un réseau beaucoup plus large qui représente aujourd'hui les nouveaux modes de mobilité bon marché. L'intérêt pour nous, c'est de créer une perméabilité entre le car et le train car on est persuadés de la forte complémentarité de ces modes de transports», a ajouté Yvan Lefranc-Morin. En Allemagne, FlixTrain exploite désormais trois lignes et a transporté un million de voyageurs lors de sa première année d'exploitation.

Ces cinq projets de lignes ferroviaires visent un début de service pour «l'horaire 2021», qui commencera en réalité le 12 décembre 2020. Alors qu'il était possible de proposer des lignes à grande vitesse, FlixTrain s'est concentré sur une offre «équivalente aux trains Intercités, avec des prix nécessairement plus abordables».

Le chiffre

4h22

Selon les projets de FlixTrain, un trajet Paris-Lyon prendra 4h22 (contre 2h30 en moyenne par TGV aujourd'hui) et un Paris-Toulouse 6h35. Pour le trajet le plus long (Paris-Nice, 10h24), la compagnie mise sur le train de nuit. «Il y a un vrai appétit d'une certaine catégorie de client à voyager de nuit. On le voit sur nos lignes de bus qui marchent très bien», a expliqué Yvan Lefranc-Morin, directeur France de FlixBus. Le train de nuit a décliné en France et la SNCF n'exploite plus que deux lignes. Il est présenté comme le meilleur moyen pour aller loin sans polluer. Le projet de loi Mobilités propose d'ailleurs de leur consacrer une étude en vue de les relancer.



Day	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Mercredi	16° / 23°	16° / 23°	16° / 23°	15° / 23°
Jeudi	15° / 23°	15° / 24°	15° / 24°	14° / 24°
Vendredi	13° / 23°	14° / 24°	13° / 23°	13° / 23°
Samedi	14° / 27°	14° / 28°	13° / 28°	13° / 26°
Dimanche	17° / 27°	17° / 30°	16° / 31°	16° / 30°
Lundi	17° / 24°	18° / 27°	17° / 27°	17° / 26°
HIER	Mini / 16h			
Angoulême	11° / 27°			

Un temps estival

C'est un temps bien ensoleillé qui domine sur notre région, avec quelques passages nuageux inoffensifs, un peu plus nombreux en fin de journée.

L'audiovisuel public à l'heure des économies

MÉDIAS Grève, aujourd'hui, à Radio France. En question : un projet de 60 millions d'euros d'économies d'ici à 2022. La présidence du groupe souhaite, notamment, revoir le temps de travail

Dossier réalisé par
Julien Rousset
jrousset@sudouest.fr

Printemps paradoxal pour Radio France. L'entreprise n'a jamais paru si puissante. Près de 15 millions d'auditeurs, chaque jour, pour l'ensemble de ses sept antennes : France Inter, France Info, France Bleu, France Culture, France Musique, Fip et le Mouv'. France Inter, première radio du pays, devant RTL, selon les mesures de Médiamétrie. 60 millions de podcast téléchargés chaque mois. Un budget à l'équilibre... Pourtant, depuis quinze jours, la Maison ronde est fébrile. Début juin, la présidente, Sibyle Veil, a présenté un projet stratégique, « Radio France 2022 », qui prévoit 60 millions d'euros d'économies. « Un coup de massue », selon Jean-Paul Quennesson, délégué Sud et membre du conseil d'administration. « Une remise en cause sans précédent de nos missions de service public et de notre cadre social », déplorent six syndicats (1), qui ont appelé les salariés à faire grève ce mardi.

1 De 270 à 390 suppressions de postes envisagées

Le budget de Radio France s'élève à 660 millions d'euros, dont 88 % proviennent de la redevance. Selon Sibyle Veil, le groupe, s'il veut se maintenir à l'équilibre, doit réaliser 60 millions d'euros d'économies dans les trois ans. Il lui faut trouver trois fois vingt millions : l'État va réduire sa contribution de 20 millions, les charges (personnel, loyers) sont appelées à augmenter de 20 millions, et Sibyle Veil souhaite dégaier 20 millions d'euros pour investir dans la transformation numérique. Certaines de ces hypothèses chiffrées sont remises en cause par le cabinet Tandem, sollicité par le comité social et économique de l'entreprise. Selon ces experts-comptables, la hausse anticipée des charges est surévaluée. Analyse que conteste la direction...

« Ce qui est mal vécu par les équipes, c'est que ces économies nous tombent dessus alors qu'on a de bons résultats, de bonnes audiences et un budget à l'équilibre », note Jean-Paul Quennesson et Lionel Thompson (CGT).

La direction de Radio France prévoit 270 à 390 départs volontaires, sur 4 600 postes. Pour rester sur l'option basse, elle propose aux syndicats d'envisager une réorganisation du travail, selon deux axes : rendre les salariés plus polyvalents (mieux formés aux outils numériques,

par exemple) et supprimer 7 à 12 jours de congés, pour éviter le recours aux CDD. En deux mots : plus de polyvalence, moins de vacances. Sans quoi, selon la direction, il faudra s'orienter vers 390 départs volontaires. « Chantage » dénoncent les syndicats.

2 Le délicat chantier du temps de travail

Dans un rapport publié cet hiver, la Cour des comptes salue les résultats d'audience, la bonne complémentarité des antennes, mais décrit une « situation financière fragile ». Les magistrats de la rue Cambon s'inquiètent du coût de l'interminable réhabilitation de la Maison ronde. L'achèvement du chantier a de nouveau été reporté, à 2022, et son montant a explosé, passant, en quinze ans, de 307 millions à 538 millions d'euros.

La Cour des comptes juge, par ailleurs, le temps de travail à Radio France « particulièrement faible » : « la majorité des journalistes totalise l'équivalent de 14 semaines de congés par an. Deux semaines de moins que la totalité des congés scolaires. » « Vision comptable qui oublie trop la spécificité du métier. Une rédaction travaille sept jours sur sept, 24 heures sur 24 », objecte Lionel Thompson. Le sujet est sensible. Il est désormais sur la table des négociations.

3 « Philhar », « National »... Un orchestre en trop ?

Quatre formations musicales cohabitent à la Maison ronde : l'Orchestre philharmonique, l'Orchestre national de France, le Chœur de Radio France et la maîtrise. Leur coût et leurs effectifs ont baissé depuis 2015. Le nombre de concerts à l'auditorium a doublé, la fréquentation aussi. Mais la Cour des comptes juge qu'il y a un orchestre en trop, et que ces formations sont pléthoriques : 141 musiciens pour le « Philhar », alors que la moyenne des orchestres européens oscille entre 90 et 110 musiciens. « La BBC compte cinq orchestres ! » rappelle Jean-Paul Quennesson, lui-même corniste à l'Orchestre National de France.

Sibyle Veil entend maintenir les deux orchestres. « Il aurait été plus simple, pour faire des économies, de fermer une antenne ou supprimer un orchestre. La direction fait le choix, plus difficile, de préserver nos activités en misant sur une réorganisation du travail », indique une source interne.

(1) CFDT, CGT, FO, SNJ, SUD, UNSA



La Maison ronde à Paris : six syndicats appellent les salariés à cesser le travail aujourd'hui. PHOTO AFP

« L'État actionnaire ne donne

Télévisions et radios publiques doivent faire des efforts budgétaires dans un contexte flou : incertitude sur la redevance, projet de réforme en attente...

En janvier, l'État a annoncé que les groupes de l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, Arte, etc.) devront économiser au total 190 millions d'euros à l'horizon 2022. Vingt millions pour Radio France (lire ci-contre), mais l'essentiel de cet effort, soit 160 millions d'euros, est réclamé à France Télévisions. Logique, au vu de son poids budgétaire (2,5 milliards d'euros).

Quand on ajoute la hausse mécanique des charges et les investissements supplémentaires de 100 millions d'euros dans le numérique, le groupe doit, selon sa direction, économiser 400 millions d'ici à 2022.

Deux de ses chaînes, France 4 et France O, disparaîtront de la TNT l'an prochain, pour basculer sur le digital. La direction de France Télévisions a, par ailleurs, prévu la suppression, ces quatre prochaines années, de 900 postes, soit le solde

entre 2 000 départs volontaires, sur 9 700 salariés, et 1 100 embauches, destinées à rajeunir les profils. Un millier d'équivalents temps plein a déjà été supprimé depuis 2012.

Projet de loi fin août

Toutefois les patrons de l'audiovisuel public doivent mettre en œuvre ces économies sans visibilité sur l'avenir de leurs groupes. Nul ne sait exactement ce que contiendra le projet de loi censé réformer le secteur, sa gouvernance, son périmètre, son financement, sa régulation...

Le texte est annoncé puis reporté depuis des mois. Contacté hier par « Sud Ouest », le cabinet du ministre de la Culture, Franck Riester, juge probable une présentation « dans l'été, sans doute fin août ». Sachant que le dossier est suivi de près à la fois à l'Élysée, à Bercy et à Mati-

gnon... Pour ajouter à ce contexte instable, rappelons que la redevance-139 euros par an est appelée, à court terme, à être revue puisqu'elle est perçue en même temps que la taxe d'habitation, qui va disparaître. En mars, Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, avait fait sensation en déclarant que c'est « un bon impôt à supprimer ». Franck Riester avait exprimé son désaccord...

« Tout et son contraire »

« Le problème de fond, c'est l'État actionnaire qui ne fixe pas de cap clair, et demande tout et son contraire. Il faut qu'on fasse de plus en plus d'économies tout en étant puissants en France et à l'international, solides face aux Gafa, innovants au plan technologique... » estime Lionel Thompson, élu CGT à Radio France.

pas de cap clair »

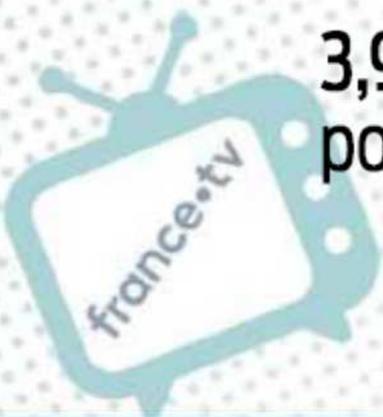


Chez France Télévisions, l'objectif est de supprimer 900 postes en quatre ans. PHOTO AFP

Quant aux élus, ils ne brillent pas toujours, sur l'audiovisuel, par leur cohérence, militant à Paris, pour des économies budgétaires, mais

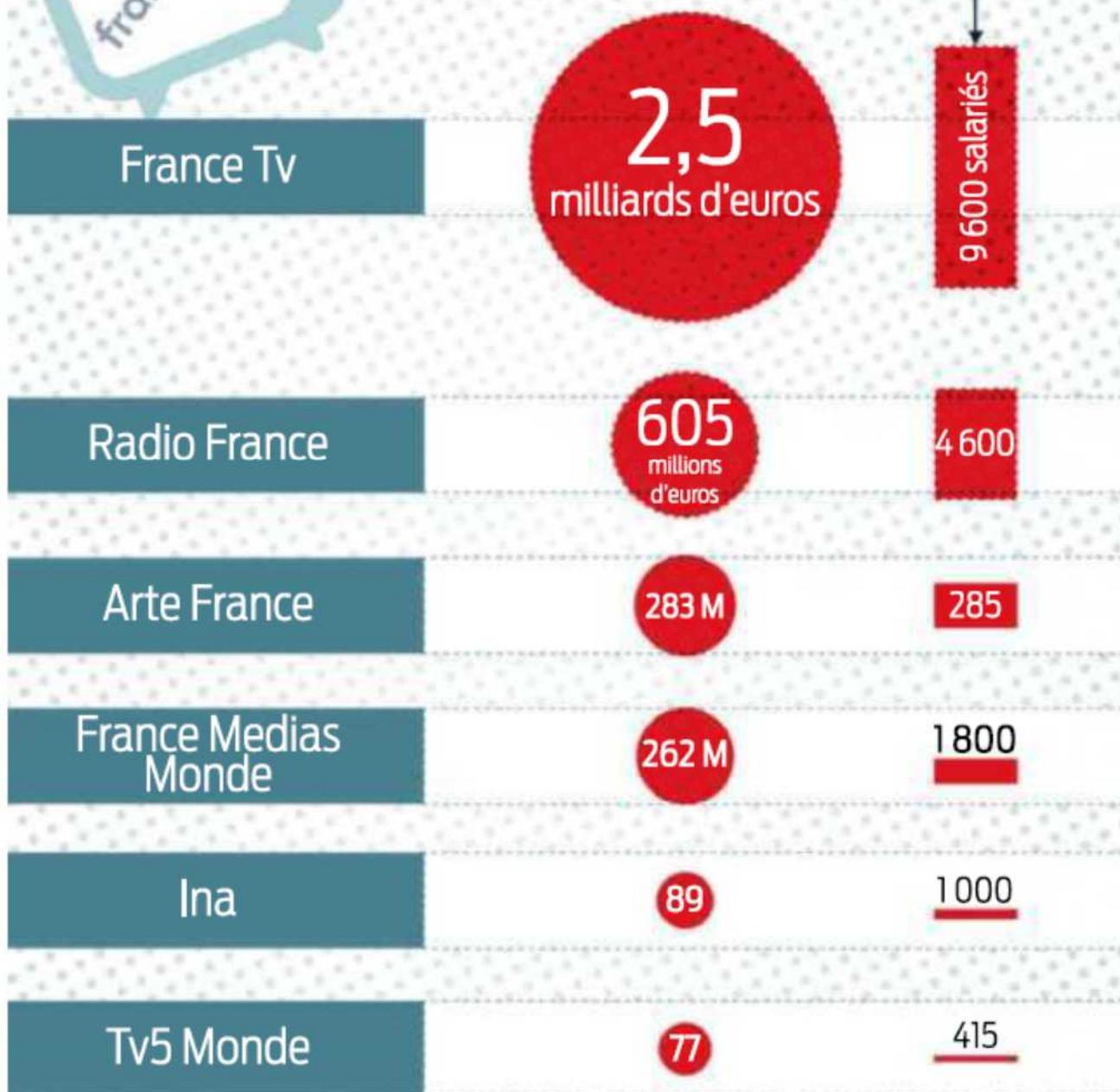
protestant, par exemple, dès que France 3 envisage de fermer une édition locale dans leur fief électoral...

3,9 milliards d'euros pour l'audiovisuel public



Budget prévisionnel 2019

Nombre de salariés



Source : Projet de Loi des finances 2019.
Effectifs 2017 ou 2018 en Equivalents temps-plein

Antenne commune en région

Matinales communes pour France 3 et France Bleu. Depuis le mois de janvier, la chaîne de télévision diffuse à Nice et à Toulouse, chaque jour de 7 heures à 8 heures 40, la matinale de France Bleu dans ces deux villes. Une expérimentation appelée à se généraliser : d'ici à 2022, les 44 matinales de France Bleu seront retransmises en direct sur France 3, les zones de diffusion de la chaîne devant être, d'ici là, aménagées pour correspondre aux locales de France Bleu.

A priori, une bonne opération pour les deux médias. France Bleu gagne, avec la télévision, en visibilité. Et France 3 renforce, à peu de frais, son offre quotidienne de programmes régionaux, à une heure où son audience est jusqu'ici faible.

En interne, ce rapprochement suscite toutefois des réserves. Une grève a été assez largement suivie le 29 mai dans le réseau France Bleu pour dénoncer un « passage en force ». Un journaliste de France 3, dans la région, confie : « On n'est pas forcément contre l'idée. Le problème c'est qu'on ne voit pas encore trop ce que ça donnera. Comme le gouvernement met la pression pour qu'il y ait des synergies, des mutualisations, on a le sentiment que les directions de France Télévisions et



À Nice, la matinale de France Bleu est filmée et diffusée par France 3. PH. RADIO FRANCE

Radio France ont conçu ce projet pour des raisons d'affichage politique, pour donner un gage à leur tutelle, davantage que sur la base de convictions éditoriales ».

Nous avons regardé la matinale de France Bleu Azur. À ce stade de l'expérimentation, elle n'échappe pas à l'écueil de la radio filmée. Certains reportages sonores sont illustrés par des photos, ou par de longs plans sur le présentateur... qui écoute le reportage. Prochaines locales concernées : Lille et Guéret.

« Les commerçants ne doivent pas rater le virage numérique »

WILLIAM KOEBERLÉ Le président du Conseil du commerce de France, qui regroupe 70 % du secteur, alerte la filière sur cet enjeu majeur d'avenir

« **Sud Ouest** » Tout d'abord, quel impact a eu le mouvement des gilets jaunes sur le commerce français ?

William Koerberlé Au quatrième trimestre 2018, l'Insee a estimé l'impact à 0,1 point de croissance du PIB. Ce sont surtout les magasins de jouet et de textile qui ont fait les frais des manifestations des gilets jaunes, sauf dans les cinq plus grandes villes de France, dont Bordeaux, où l'impact est plus important. Autre conséquence, les gens vont désormais moins dans les commerces le samedi, même dans les villes non affectées par le mouvement. Au profit du dimanche, mais sans compenser la baisse de fréquentation.

Avec la crise que traverse la grande distribution, ne va-t-on pas assister à un retour du commerce de proximité ?

Dans les métropoles attractives comme Bordeaux, le commerce de proximité se porte bien. Mais, en périphérie, de nombreuses petites villes sont en perdition au niveau national. À l'image de Châteauroux, où la vacance commerciale atteint 25 %. Souvent, ce sont des villes qui ont subi la disparition de l'industrie et ne peuvent compenser par le tourisme. L'autre grand problème, c'est la concurrence d'Internet. Aujourd'hui, beaucoup de personnes achètent des produits culturels et des jouets sur la Toile. Résultat, la vacance commerciale progresse plus vite en périphérie ces dernières années pour se situer désormais autour de 9,5 % en moyenne.



« L'avenir, c'est l'omnicanal », selon William Koerberlé. PH. NC / « S. O. »

Comment lutter contre ces déséquilibres territoriaux et la concurrence d'Internet ?

Pour les commerçants, l'avenir, c'est l'omnicanal. Il ne faut pas opposer le digital et le physique. Les deux sont complémentaires. Désormais, les clients vont d'abord glaner plein d'informations sur Internet avant d'entrer dans une boutique. Le Web est une vitrine déportée. Il faut y être. Ce n'est pas forcément un site Internet, ce peut être une page Facebook ou le fait d'être sur Google Maps avec les horaires d'ouverture. Or, actuellement, la majorité des entreprises indépendantes dans le commerce n'ont pas de présence sur la Toile. C'est pourquoi, notre fédération était hier à la CCI de Bordeaux, afin de les sensibiliser à l'importance du numérique. Car même les nouvelles générations aiment toucher avant d'acheter ou le click and connect : « Je paie en ligne et je vais cher

cher mes produits en magasin ». Le numérique est un virage à ne pas rater.

Mais les commerçants ont-ils les moyens d'investir ?

Cela ne coûte pas forcément cher. Le problème aujourd'hui est qu'il y a une inéquité fiscale avec le commerce à 100 % en ligne. Ces derniers ne payent pas de taxes locales, de taxe d'habitation... Il faut repenser la fiscalité locale. Son assise est basée sur les surfaces de vente. Il faut la remplacer par une taxe applicable à toutes les formes de commerce. Notre secteur emploie 3,1 millions de salariés et 25 % des jeunes ont leur premier emploi dans le commerce. Nous avons un fort rôle d'insertion. Un quart de notre personnel n'a pas de diplôme. Et, nous avons créé 300 000 emplois nets sur les trois dernières années en France.

Recueilli par Nicolas César

Grève sans impact pour le bac

ENSEIGNEMENT

Peu de perturbations malgré la grève des professeurs, hier

Des lycéens « contents » d'avoir passé la philo, hier, et qui se préparent à l'histoire et géographie, aujourd'hui, des profs qui protestent devant des établissements et des surveillants grévistes remplacés : le lancement de la session 2019 du bac semblait s'être déroulé à peu près normalement.

Devant plusieurs établissements, des professeurs en grève de la surveillance des épreuves se sont réunis pour protester contre la réforme du bac. La première édition de cet examen aura lieu en 2021. Elle réduira no-



Hier, les lycéens ont vite débriefé après l'épreuve de philo. Comme ici, à Périgueux. PHOTO STÉPHANE KLEIN/« SUD OUEST »

tamment le nombre d'épreuves finales de l'examen au profit du contrôle continu.

Le ministère a décompté 5,4 % de grévistes chez les professeurs du second degré.

SUD OUEST.fr

Baccalauréat : découvrez les sujets de philosophie

Le baccalauréat débute sous tension

ÉDUCATION NATIONALE Les épreuves du bac général et technologique ont démarré hier. Une journée symbole, qu'une partie des enseignants a choisi de marquer du sceau de la grève

Il s'étaient presque aussi matinaux que les élèves. Hier matin, des membres du syndicat Sud Éducation ont pris place aux abords du lycée Jean-Monnet, à Cognac, sur le coup de 7 h 15. Au moment où la première épreuve du bac se profilait, l'heure était à la contestation. « Nous souhaitons montrer notre opposition persistante à la réforme du lycée et la loi Blanquer », résume Corinne Parcelier, enseignante en mathématiques. Les personnes mobilisées, « conscientes de leur nombre », ont préféré organiser un point de contestation départemental plutôt que de s'éparpiller et faire grève chacun dans leur coin.

Une table pliante se monte. Les drapeaux sortent des voitures. Et les banderoles se déplient : « Blanquer, annule tout, ta réforme vaut pas un clou », peut-on lire.

Pour autant, la trentaine de manifestant n'occupe pas la porte d'entrée où le flot d'élèves tendus passe. « On ne voulait pas les stresser, justifie la syndicaliste. De toute façon, notre mouvement n'est pas contre eux. » C'est bien le gouvernement qui est dans la ligne de mire. « Nous sommes aculés. Ça fait un an qu'on est sur le pont et on a tout essayé. Mais le gouvernement n'a rien négocié. On n'a plus d'autre choix que d'être en grève, même si c'est une extrémité. »

« Le marché de l'école »

« Aujourd'hui, nous avons fait ce qui relève du tabou : faire grève le premier jour du bac, assume Christelle Fontaine, secrétaire dé-



À Cognac, les professeurs ont manifesté, sans perturber l'entrée sur le lieu d'examen. « On ne voulait pas stresser les élèves », expliquent-ils. PHOTO ANNE LACALUD

partementale Snes-FSU et professeure de philosophie. Ça a été un véritable dilemme pour chacun d'entre nous, même les syndicalistes de longue date. Nous n'avons pas fait ça pour le plaisir. » Tirillés, les professeurs grévistes ont toutefois décidé de marquer leur mécontentement et surtout leurs inquiétudes vis-à-vis de la vaste réforme Blanquer. À la maison syndicale d'Angoulême, une trentaine de professeurs était réunie en assemblée générale, en fin de matinée, à l'initiative de la Snes-FSU. « Le gouvernement fait preuve d'un autoritarisme et d'un mépris jamais vu. Cela insup-

porte la profession », s'insurge Christelle Fontaine, rejointe par Philippe Dauriac, secrétaire départemental à la CGT Éducation : « L'enseignement n'est plus une priorité pour le gouvernement. L'heure est à la mise en compétition et au marché de l'école. »

En fin de journée, l'académie de Poitiers a comptabilisé dans un communiqué un total de « 7,84 % de l'ensemble des personnels de l'académie qui ont participé à cette journée de mobilisation ». Un taux faible, en comparaison à ce qui est relevé dans certains lycées, où le taux de grève atteint la moitié du personnel.

Rencontre avec le rectorat

Le premier jour du bac passé, un nouveau préavis de grève a été déposé par la FSU, pour le premier jour du brevet. Les directives nationales suivront. En attendant, aujourd'hui, mardi, des délégués syndicaux doivent prendre part au nouveau Comité technique académique (CTA), présidé par le rectorat.

« On nous demande ce qu'on va faire ensuite, soulève Alain Héraud, secrétaire académique Snes-Fsu. Et bien, on va affronter le recteur. »

Jonathan Guérin et Lysiane Larbani

« Des outils pour ouvrir une période de reconquête »



La marque Jules-Gautret, propriété d'Océalia, a lancé un « coffret-plage » pour boire le pineau sur glace. P.H.M.

PINEAU DES CHARENTES Le déclin des ventes se poursuit. Le syndicat des producteurs mise sur l'innovation

Le pineau des Charentes affichait des sorties d'environ 115 000 hectolitres en 2006. Il est tombé à 75 774 hectolitres en 2018. Sur un an, il a encore perdu 4,7 %, pour un total d'environ 10 millions de bouteilles expédiées. Le déclin est régulier, pour atteindre -34 % en douze ans...

Pas de grand cri pourtant, hier aux Abattoirs de Cognac, où se tenait l'assemblée générale du syndicat des producteurs de pineau des Charentes. Ceux qui sont là croient au produit. Il est plus complexe à produire que le cognac, puisqu'il faut savoir le marier avec les moûts de raisin. Le succès pharaonique de l'eau-de-vie charentaise, plus attractive, a réduit les troupes.

Le syndicat a serré le robinet de la production en 2017. Le rendement est passé de 85 à 72 hectolitres (avec une réserve de production). Le volume est tombé de

105 472 hectolitres sur la campagne 2016-2017 à 72 459 hl sur l'exercice en cours, en raison aussi des effets du gel et de la grêle. C'est moins que les besoins évalués par le syndicat à 82 862 hectolitres.

« Identité forte »

Puisque la demande n'est pas au rendez-vous, ne faut-il pas continuer à réduire la production, interpelle un viticulteur ? La filière risque de voir les prix d'achat s'étioler. L'arbitrage sur le rendement est en cours. Pour le président du syndicat, Philippe Guérin, il faut préserver un « équilibre ». « On a des producteurs qui vendent tout, et à bon prix. D'autres, qui vendent en vrac, ont du mal. Si on réduit le rendement, on va pénaliser ceux qui commercialisent correctement leur production. »

La baisse touche en premier lieu les flacons écoulés à bas prix

en grande distribution. Le syndicat des producteurs mise sur des créneaux mieux valorisés. Le pineau a une image « naturelle, authentique, une notoriété et une identité forte », pointe Philippe Guérin.

Diffuser le « pirotonic »

« On a un certain nombre d'outils pour ouvrir une période de reconquête », souligne-t-il. Hier, le syndicat a mis en avant des innovations. Le cépage « chauché gris », redécouvert en 2003 sur une treille de l'île de Ré, enfin inscrit dans le cahier des charges, donne un pineau très différent. Le travail sur les cépages résistants ouvrira des perspectives aromatiques.

L'inscription du pineau rosé au cahier des charges doit aider à moderniser l'image, en créant un produit moins sucré, plus frais. La maison Raymond-Bossis, à Saint-Bonnet-sur-Gironde, a expliqué

comment elle s'en était emparée. « Un succès ! On le présente comme le pineau pour les gens qui ne boivent pas de pineau. La surprise, c'est que ça marche aussi pour les amateurs de pineau. L'été, c'est ce que l'on vend le plus. » Le producteur a aussi imaginé le « pirotonic », pour « pineau rosé tonic ». « Je ne pourrais pas porter cette idée seul, l'idée est de créer une marque collective. »

Autre initiative présentée hier, le « coffret plage » inventé par la marque Jules-Gautret, propriété de la coopérative Océalia, pour vanter la consommation sur glace, l'été. Le « pack » contenant une bouteille, deux verres et un saut à glace a été fabriqué à 5 000 exemplaires, pour un prix de 24,99 €. On le trouve dans une quinzième de points de vente. La moitié a déjà été réservée.

Philippe Ménard

Quand le cognac brûle, un événement rare



LE PIÉTON

FILIÈRE Samedi, des chais ont pris feu à Baignes. Un incident qui rappelle les dangers très particuliers des feux d'alcool et la protection que doit apporter le monde du cognac

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Des panneaux photovoltaïques qui prennent feu dans une propriété viticole et c'est tout un dispositif qui se met en place. Samedi, en début d'après-midi, Baignes-Saintes-Radegonde a vu un incendie très particulier se déclarer. Près de 70 pompiers ont été mobilisés pour éteindre un sinistre couvant sur environ 1 000 mètres carrés.

Les feux d'alcool constituent une singularité dans la région du cognac. Avec des flammes peu visibles et des vapeurs d'alcool qui peuvent enflammer les bâtiments, ce fléau ne se combat pas n'importe comment et nécessite donc des procédures d'intervention très particulières. « Ce genre d'intervention nous fait passer de la théorie à la pratique », analyse le lieutenant-colonel Bruno Bardin, chargé de la communication au Sdis (Service départemental d'incendie et de secours). Surtout que le cas de Baignes présentait un profil particulier. « Il y avait une citerne à gaz et une ligne d'électricité à côté, mais pas d'eau. On retrouvait un empilement de risques assez importants. »

Un retour d'expérience précieux
C'est précisément pour cela que le feu de Baignes restera dans les annales. « Ce genre d'intervention est riche d'enseignements, analyse le commandant Cyril Lelong, responsable des installations classées au Sdis. C'est pourquoi la cellule retour d'expériences va être saisie et va décrire les actions entreprises et celles qui auraient pu être prises. » Des leçons à tirer, car les occasions de s'entraîner sont finalement peu nombreuses. En janvier 2020, la très attendue école du feu de Jarnac va ouvrir, dont une partie sera dédiée aux feux d'alcool. Mais en dehors de ce cadre d'entraînement, les vrais sinistres sont devenus rares.

En effet, les chais de stockage d'alcool et les distilleries font l'objet, depuis deux décennies, d'une étroite surveillance et sont encadrés par



En janvier 2010, un incendie avait détruit un chai et son alambic dans une exploitation viticole de Saint-Martial-sur-le-Né, en Charente-Maritime. PHOTO ARCHIVES SDES 17

une réglementation spécifique. Il s'agit de protéger 5 000 chais industriels et artisanaux et un millier de distilleries, dont 19 sont classées Seveso (Rémy Cointreau et Hennessy sont les deux « seuil haut »).

Les moyens d'action ne manquent pas. Les grandes maisons disposent elles-mêmes de services d'incendie. Les chais sont équipés de gigantesques réserves d'eau (jusqu'à 8 000 mètres cubes), de poteaux, de bômes incendie et d'étouffoirs. Les alarmes sont tout aussi répandues, avec des détecteurs de tous ordres (infrarouge, chaleur ou flamme et même fumée). Enfin, la structure des bâtiments eux-mêmes est conçue avec des murs et des portes coupe-feu. Les chais sont espacés de 15 à 20 mètres pour éviter toute propagation du sinistre.

Depuis l'explosion d'AZF

Pour les petits viticulteurs, les moyens sont bien sûr moindres. Même si le niveau d'exigence est fort, surtout depuis l'explosion, en

D'AUTRES INCENDIES

1969 Hennessy est victime d'un incendie dans un bâtiment de stockage. Une charpente est détruite.

1970 À Malaville, 800 hl d'eau-de-vie disparaissent chez Lambert-Lafond. L'incident s'est produit dans un chai contigu à un bâtiment enflammé par un poêle à mazout.

6 SEPTEMBRE 1974 Incendie chez Martell. Une grande partie des chais et leur contenu sont détruits et le quartier Saint-Martin de Cognac est menacé par le feu. 30 000 hl de cognac disparaissent. Cet événement marqua la véritable prise de conscience de l'existence d'un risque industriel lié à la fabrication du cognac.

21 FÉVRIER 1986 Chez Bodin, à Tournayrac, un feu de chaudière enflamme 100 hl d'alcool et 60 hl de pineau.

septembre 2001, de l'usine chimique AZF à Toulouse. « À partir de ce moment-là, on nous a imposé des contraintes hallucinantes, s'énervait un petit producteur de cognac qui préfère rester anonyme. Il y a eu un

7 OCTOBRE 1989 Au Château Chenel de Cherves, 200 hl de pineau et 200 hl de cognac disparaissent. Le même mois, une baladeuse de 24 volts provoque un sinistre qui détruit 600 hl d'alcool à Cozes.

13 DÉCEMBRE 1992 À Chérac, deux chais de la distillerie Bisseuil partent en fumée avec 13 000 hl d'alcool pur. Les serres de la société Boyard sont dévastées par un torrent de cognac.

14 DÉCEMBRE 1994 L'explosion d'une ampoule provoque la destruction de 2 000 hl d'alcool pur à Siècq.

23 NOVEMBRE 1996 150 à 180 hl d'alcool pur flambent dans une ancienne distillerie, à Rouillac.

5 FÉVRIER 1997 Incendie sous les toits d'Hennessy, sur les quais. 500 m² sont ravagés.

véritable intégrisme de sécurité. » La montée en puissance des normes a ainsi beaucoup pesé sur les petites structures. Mais c'est le prix à payer pour éviter des incendies dévastateurs.



Le quartier Saint-Martin, à Cognac, s'est trouvé menacé par le sinistre déclaré chez Martell, en 1974. ARCHIVES « SO »



Le 13 décembre 1992, l'embrasement des chais Bisseuil, à Chérac (17), visible des kilomètres à la ronde. ARCHIVES « SO »

Salue une nouvelle fois l'initiative des Amis de Saint-Antoine. Ils organisent, dimanche, un repas d'été. Le rendez-vous est fixé à la salle du Temps Libre, à la Chaudronne, à partir de 12 h 30. Avant cela, la messe de 10 heures sera suivie d'un apéritif gratuit. Tarifs pour le déjeuner: 20 euros pour les adultes, 10 euros pour les moins de 10 ans. Réservations au 05 45 32 28 56.

Le Chantilly

2 SALLES Nouvelle déco

SERVICE RAPIDE

Formules à partir de 11,50€
Menus à partir de 13,50€
DU LUNDI AU VENDREDI MIDI

PAËLLA & COUSCOUS SUR PLACE OU À EMPORTER

146, avenue Victor Hugo
COGNAC - 05 45 32 43 07

AGENDA

AUJOURD'HUI

Secours catholique. De 9 h 30 à 11 h 30, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13, rue Millardet. Ouvert à tous.

Exposition. De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, photos de musiciens Tiernin du festival Blues Passion à la Librairie Le Texte Libre.

« **Porté par le courant** ». De 11 h à 18 h, exposition tout en dentelle de papier de l'artiste danoise Anja Madsen-Pemot, à l'Espace découverte. Tél. 05 45 36 03 65.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente Vélo: un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

UTILE

« **Sud Ouest** » rédaction, 9, place François-1^{er}, 16 100 Cognac. Courriel: cognac@sudouest.fr Tél. 05 45 36 62 80

« **Sud Ouest** » publicité. Tél. 05 45 36 62 85

« **Sud Ouest** » abonnements. Tél. 05 57 29 09 33.

Une situation grave mais pas désespérée

CENTRE D'ANIMATION L'association a encore connu un résultat financier en déficit en 2018. Le président veut encore y croire

Didier Faucard
d.faucard@sudouest.fr

La situation est grave, mais pas désespérée. C'est un peu l'état d'esprit qui a régné, hier soir, lors de l'assemblée générale du centre d'animation.

L'association a enregistré, en 2018, un compte d'exploitation en déficit de 5 910 euros. Certes, c'est moins que l'année dernière (-13 000 euros) ou qu'il y a deux ans (-19 000 euros) mais, comme le soulignait Sylvie David, du cabinet d'expertise comptable KPMG, et le président, Jean Sigoillot, « on ne saurait s'en satisfaire ». De fait, l'association va, de nouveau, être obligée de puiser dans ses fonds propres (37 508 euros) pour revenir à l'équilibre. « L'association s'appauvrit », ajoutait Sylvie David.

« Au centime près »

Pourtant, même s'il reconnaissait la gravité de la situation, Jean Sigoillot voulait voir quelques lueurs d'espoirs. « On se rapproche du retour à l'équilibre, cela malgré la coupe des subventions. Et encore, cela aurait pu être pire. Nous sommes allés négocier avec M. Gourinchas une subvention de 17 000 euros qui avait été retirée et qu'il a accepté de nous rendre. » Et si le déficit a été « li-



Jean Sigoillot et Nelly Chauviré, la directrice du centre. PHOTO D. F.

mité » en 2018, « c'est grâce à une gestion très serrée. On compte au centime près. »

L'autre bonne nouvelle pour le président était l'augmentation du nombre d'adhérents, au nombre de 1 000 l'an passé, « alors que nous en perdions chaque année (980 en 2017, NDLR) ». Jean Sigoillot regrette les « structures parallèles mises en place par la municipalité, comme le Cep'Âge » qui, selon lui, font concurrence au centre d'animation. Un sujet qui, visiblement, a été source de mésentente avec le maire cognaçais.

Bref, la route est encore longue pour que le centre d'animation recommence à fonctionner dans une certaine sérénité et Jean Sigoillot en-

tend bien profiter de la prochaine campagne des élections municipales qui se profile pour rencontrer les candidats et évoquer toute l'importance du centre d'animation. « Il va falloir continuer à se battre pour ce centre dont la force est le professionnalisme et la convivialité. Pour revenir à l'équilibre, il faudrait 200 à 300 adhérents en plus. Ça ne se fera pas du jour au lendemain », lançait-il. Félicitant, au passage, l'équipe administrative (3,5 postes) qui tient cette grosse machine à bout de bras, « là aussi, ça ne pourra pas continuer longtemps comme ça », il a lancé un appel à sa succession à la présidence « mais je ne suis pas démissionnaire et serai présent jusqu'à ce qu'un candidat se présente ».

Les bons résultats du basket-ball en Charente



L'assemblée générale du Comité Charente de basket-ball s'est déroulée vendredi à Mesnac. PHOTO P. B.

À la fin de la saison, le basket-ball en Charente compte 2 034 licenciés répartis en 17 clubs. Quinze d'entre eux étaient représentés à Mesnac, vendredi, à l'occasion de l'assemblée générale du Comité Charente de basket-ball présidé par Cathy Salmon ; soit une soixantaine de personnes très impliquées en comptant une délégation de jeunes U15 de Jarnac.

La présidente a rappelé l'importance des jeunes au cœur du basket-ball départemental : des U7 aux U20, ils sont plus de 1 400 licenciés. Au tournoi des étoiles, l'équipe féminine 2006 a remporté la coupe du fair-play. Elle a aussi insisté sur la baisse des fautes techniques (36 au lieu de 47 la saison précédente), mais aussi sur « les supporters insupportables » qui ternissent l'image des clubs.

Les licences plus chères

Le rapport d'activités dressé par la secrétaire, Marylène Biteau, a présenté le bilan des diverses commissions (sportive, technique, des officiels et trésorerie). Il en ressort l'exigence formulée à tous les clubs d'une « réelle dé-

marche de formation des arbitres », dont les effectifs sont en légère baisse. Du côté du mini-basket, quatre rassemblements ont pu être réalisés ; l'opération Basket-école a concerné 40 écoles primaires, soit 2 922 élèves ; le panier d'or 2019, en partenariat avec Cognac Basket Avenir aux Vauzelles, a attiré 410 mini-basketteurs.

Sur le plan financier, la saison s'achève sur une note positive : +1723 euros pour des produits de 169 319 euros. Le budget prévisionnel est établi à l'identique à 169 500 euros ; les licences seront majorées de 4,50 €.

Des récompenses décernées

À l'issue de l'assemblée générale, de nombreuses coupes ont été remises en fonction des résultats sportifs des clubs. Ainsi, le trophée départemental a été remis aux masculins de Moulidars et aux féminines de La Couronne.

Par ailleurs, six lettres de félicitations et deux médailles de bronze ont été décernées à plusieurs personnes : jeunes prometteurs, bénévoles engagés, responsables méritants.

P. B.

La pépinière viticole s'engage dans la formation

Depuis au moins quarante ans, il n'existe plus de formation diplômante pour les responsables des pépinières viticoles ; la dernière était à l'école de Beaune (21). Pourtant, la France possède le matériel végétal le plus performant qui soit. Alors à quand un personnel idéalement formé ?

C'est à cet enjeu que se sont attelés, depuis plusieurs années, l'Institut de formation de Richemont, le Conservatoire du vignoble charentais (CVC) et le Syndicat des pépiniéristes de la région du cognac, présidé par François Bodin. Avec le soutien de la Fédération française de la pépinière viticole (FFPV), présidée par David Amblevet, une formation de responsable technique de pépinière viticole a vu le jour, inscrite en février au registre national des certifications professionnelles (RNCP n° 32167).

Entreprises en baisse

Elle débutera en novembre 2019 sur deux sites, en étroite collaboration : l'Institut de Richemont et le CFPPA (Centre de formation professionnel et de promotion agricole) de Vaucluse à Carpentras (84). L'objectif est de devenir pépiniériste viticole ou cadre de pépinière viticole.



Sébastien Julliard, Yannick Laurent, François Bodin et David Amblevet ont présenté une nouvelle formation. PHOTO P. B.

La formation insistera sur plusieurs axes : conduire une entreprise, maîtriser les techniques pour produire un plant de vigne, conseiller les viticulteurs, devenir expert de la qualité, développer la communication autour de ce métier. L'enjeu est considérable. Chaque année en France, il faut produire 230 millions de plants et le nombre d'entreprises est passé de 4 000 en 1980 à moins de 1 000 en 2015.

La formation sera dirigée par Sébastien Julliard, directeur du CVC (1). Il y a deux possibilités pour y accéder : soit après un cursus scolaire (Bac ou BTS) avec un contrat d'alternance de huit mois dont une semaine par mois en entreprise ;

soit en parcours de perfectionnement pour des salariés déjà en poste avec trois ans d'expérience au minimum, avec un parcours modulaire. Au bout de la formation, il sera possible de décrocher un diplôme reconnu de niveau III. Avec « Pépinière de formations », selon David Amblevet, l'Institut de Richemont mise sur la première promotion – estimée à 10-12 personnes – pour être le témoin de l'engagement de la filière et des partenaires au service de la pépinière viticole.

Pierre Barreteau

(1) Contact : 05 45 83 16 49 ou sebastien.julliard@cvcharentes.fr.